

**PROCEDURE ADAPTEE**  
**REGLEMENT DE LA CONSULTATION**

Articles L.2124-2, R.2124-2 et R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique  
et R.2113-4 à R.2113-6 relatifs aux tranches

**OBIET DE L'OPERATION**

**05 - GAP – Cathédrale Saint-Arnoux**  
**Restauration des façades Est et Sud.**

**Lot 1 : Maçonnerie pierre de taille**

**Lot 2 : Couvertures**

**Lot 3 : Vitraux**

**Lot 4 : Menuiserie**

**MAITRE D'OUVRAGE**

**MINISTERE DE LA CULTURE**  
**DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES**  
**PROVENCE ALPES COTE D'AZUR**

**CONDUITE DE L'OPERATION**

**CONSERVATION REGIONALE DES MONUMENTS HISTORIQUES**  
**23, boulevard du roi René, 13617 Aix-en-Provence cedex 1**  
**Téléphone : 04.42.16.19.31 ou 04.42.16.14.43**  
**Télécopie : 04.42.16.19.21**

**MAITRISE D'OEUVRE**

**Michel TRUBERT, architecte en chef des monuments historiques**  
**2 rue de Fleury - 77300 FONTAINEBLEAU**  
**Téléphone : 01 64 22 32 04**  
**Télécopie : 09 71 70 23 57**

**DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES**

**Vendredi 24 octobre 2025 avant 17H30**

## **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONSULTATION.**

La présente consultation concerne les travaux de restauration des façades Est et Sud de la cathédrale Saint-Arnoux de Gap dans le département des Hautes-Alpes.

A titre indicatif, les travaux devraient commencer premier semestre 2026.

L'ensemble des travaux sera réalisé en quatre lots (maçonnerie pierre de taille, couvertures, vitraux, menuiseries) et en trois tranches :

Tranche ferme : restauration de la façade Est, abside du Chœur, chapelles et pignons.

Tranche optionnelle 1 : restauration de la façade Sud, partie haute.

Tranche optionnelle 2 : restauration de la façade Sud partie basse.

## **ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION.**

### **Définition de la procédure :**

Procédure adaptée de l'article R. 2123-1.1° du Code de la commande publique.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de négocier.

### **Décomposition en tranches et en lots :**

L'ensemble des travaux sera réalisé en trois tranches avec quatre lots.

Tranche ferme : restauration de la façade Est, abside du Chœur, chapelles et pignons.

Tranche optionnelle 1 : restauration de la façade Sud, partie haute.

Tranche optionnelle 2 : restauration de la façade Sud partie basse.

Lot 1 : Maçonnerie pierre de taille

Lot 2 : Couvertures

Lot 3 : Vitraux

Lot 4 : Menuiserie

Un marché sera attribué pour chacun des lots : maçonnerie pierre de taille, couvertures, vitraux, menuiseries

### **Nature de l'attributaire :**

Le marché sera conclu, soit avec un entrepreneur unique, soit avec des entrepreneurs constitués en groupement, avec ou sans sous-traitant(s). Après attribution du marché, la forme de groupement solidaire sera imposée.

### **Variantes aux prestations de base et compléments au CCTP/DCE :**

Variantes obligatoires : le pouvoir adjudicateur n'exige pas la présentation de variantes obligatoires.

Variantes à l'initiative des soumissionnaires : les soumissionnaires ne sont pas autorisés à présenter de variantes à leur initiative.

### **Objectif de développement durable**

Afin de prendre en compte des objectifs de développement durable conformément à l'article L.2111-1 du code de la commande publique, l'offre de l'entreprise présentera les conditions environnementales prévues pour la réalisation des travaux.

#### Délai d'exécution :

Le délai d'exécution est fixé à **8 mois**, pour la tranche ferme, **8 mois** pour la tranche optionnelle 1 et **6 mois** pour la tranche optionnelle 2 , hors période de préparation d'un mois maximum.

Il est à compter à partir de la date d'effet de l'ordre de service prescrivant au titulaire d'intervenir sur le chantier et comprend le délai nécessaire à l'obtention des autorisations administratives éventuelles, ainsi que les interruptions pour congés annuels.

#### Modifications de détail au dossier de consultation :

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation, jusqu'à 8 jours, au plus tard, avant la date limite fixée pour la remise des offres. Celles-ci seront systématiquement communiquées aux opérateurs économiques qui auront retiré un dossier à la date de ces modifications. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Dans le cas où un candidat aurait remis une offre avant les modifications, il pourra en remettre une nouvelle sur la base du dernier dossier modifié, avant la date et heure limites de dépôt des offres.

Cette disposition est également applicable pour le cas où la date limite de remise des offres est reportée.

Lorsqu'une réponse nécessaire à l'élaboration de l'offre n'est pas fournie 6 jours avant la date limite de réception des offres, ou en cas de modifications importantes des documents de la consultation, le délai de réception des offres est reporté proportionnellement à l'importance des modifications apportées et dans les conditions prévues au à l'article R.2151-4 du code de la commande publique

#### Durée de validité des offres :

**180 jours** à compter de la date limite de remise des offres.

### **ARTICLE 3 : DOSSIER DE CONSULTATION ET CANDIDATURES.**

Le dossier de consultation est remis gratuitement à chaque candidat en un seul exemplaire.

Un candidat membre d'un groupement ne peut présenter d'offre individuelle.

Il est rappelé qu'un même candidat ne peut être mandataire de plus d'un groupement.

L'acte d'engagement sera daté et signé par le ou les représentants qualifiés de l'entreprise. Le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat. Après signature par le pouvoir adjudicateur du marché, il constituera l'exemplaire original du marché.

#### Documents fournis aux candidats :

- le présent règlement de la consultation,
- l'acte d'engagement,
- le CCAP,
- le CCTP,
- le cadre de bordereau de prix,
- la documentation graphique et photographique et/ou note de présentation,
- la trame de mémoire technique,
- le calendrier prévisionnel des travaux.

#### **ARTICLE 4 : PRESENTATION ET COMPOSITION DE LA PROPOSITION A REMETTRE.**

Les candidatures et offres des candidats ainsi que les documents associés seront entièrement rédigés en langue française.

#### **DOCUMENTS RELATIFS A LA CANDIDATURE**

##### **Documents administratifs :**

Le candidat individuel, ou chaque membre du groupement, déclare sur l'honneur

1. n'entrer dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles [45](#) et [48](#) de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 ou, pour les marchés publics de défense ou de sécurité, n'entrer dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles [45](#), [46](#) et [48](#) de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015
2. être en règle au regard des articles [L. 5212-1](#) à [L. 5212-11](#) du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.
3. en cas de redressement judiciaire, copie du ou des jugements prononcés à cet effet.

S'il s'agit d'un groupement d'entreprise l'ensemble de ces documents doit être fourni par chacun des membres du groupement.

Le candidat pourra répondre en fournissant les documents DC1, DC2, DC4, (téléchargeable sur le site <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) dûment complétés et renseignés correctement. Ces documents devront être accompagnés des habilitations nécessaires, attestations et déclarations sur l'honneur obligatoires.

**Conformément au code de la commande publique, seule une attestation sur l'honneur doit être produite au stade de la consultation. Les certificats prouvant que le candidat est en règle au regard de ses obligations fiscales et sociales sont à produire uniquement par le candidat dont l'offre est retenue.**

##### **Renseignements permettant d'évaluer les capacités professionnelles, techniques et financières :**

L'examen des candidatures interviendra comme tel :

#### **Fourniture de la déclaration sur l'honneur**

**Capacité financière :** Renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies,  
- Déclaration concernant le chiffre d'affaire global et le chiffre concernant les travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles.

**Capacités professionnelle et technique :** Renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies,

- 1 la preuve d'une assurance pour les risques professionnels
- 2 déclaration indiquant les effectifs moyens annuels et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années
- 3 Présentation d'une liste des travaux exécutés au cours des 5 dernières années, appuyée d'attestation de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et préciser s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin.

**05 – GAP – Cathédrale Saint-Arnoux – Restauration des façades Est et Sud**

**Septembre 2025**

**RC 4/11**

- 4 Indication des titres d'étude et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de conduite des travaux de même nature.
- 5 Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipe technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature
- 6 Certificats de qualifications professionnelles. La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identités professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser les prestations.

Pour justifier des capacités professionnelles et techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution du marché le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

A titre indicatif, compte tenu de la nature des prestations des lots, le niveau de qualification professionnelle habituel est :

**Lot maçonnerie pierre de taille** : qualification Qualibat **2194** ou équivalent

**Lot couvertures** : qualification Qualibat **3194** ou équivalent

**Lot vitraux** : qualification Qualibat **4672** ou équivalent

**Lot menuiserie** : qualification Qualibat **4393** ou équivalent

#### **DOCUMENTS RELATIFS A L'OFFRE**

1. **l'acte d'engagement** ci-joint ; il doit être daté et signé par le(s) représentant(s) qualifié(s) du ou des prestataire(s). Il sera accompagné des déclarations et attestations dûment remplies et signées par le(s) sous-traitant(s) éventuel(s). Le candidat doit indiquer dans l'acte d'engagement la nature et le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter et par différence avec son offre, le montant de la créance qu'il pourra présenter en nantissement ou céder.  
L'éventuelle(s) proposition(s) d'une variante(s) doit être faite sur un acte d'engagement distinct, accompagné des cadres de bordereau correspondants.  
Les options devront être impérativement renseignées.
2. **le bordereau de prix,**
3. **Offre technique : Un mémoire justificatif des dispositions que chaque candidat se propose d'adopter pour l'exécution des travaux le concernant.**
4. le candidat peut apporter toutes les précisions supplémentaires qu'il juge utile de porter à la connaissance du pouvoir adjudicateur.

Le candidat présente son offre technique en respectant le détail des critères de notation détaillés dans le paragraphe « critères d'attribution ».

L'offre technique doit permettre à l'acheteur public de valider la pertinence de la réponse et de juger concrètement si cette dernière répond aux exigences et aux contraintes du cahier des charges.

#### **ARTICLE 5 : RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION**

Le retrait du dossier de consultation interviendra depuis la plateforme [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr).

**Dossier de consultation dématérialisé**

#### Préalable

Le soumissionnaire devra se référer aux pré-requis techniques et aux conditions générales d'utilisation, disponibles sur le site [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr) pour toute action sur ledit site.

Un manuel d'utilisation est également disponible sur le site [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr) afin de faciliter le maniement de la plate-forme.

Les soumissionnaires devront retirer le dossier de consultation par voie électronique sur le site [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr).

**NB :** Lors du téléchargement du dossier de consultation, le candidat doit renseigner le nom de l'entreprise, le nom de la personne physique téléchargeant les documents et une adresse électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique, afin qu'il puisse bénéficier de toutes informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation en particulier les éventuelles précisions ou reports de délais.

Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme de dématérialisation lors du déroulement de la présente consultation, en raison d'une erreur qu'il aurait fait dans la saisie de son adresse électronique, ou en cas de suppression de ladite adresse électronique.

#### **ARTICLE 6 : SELECTION DES CANDIDATURES.**

Lors de l'examen des documents relatifs à la candidature, ne seront pas admises :

- les candidatures qui ne comporteraient pas l'ensemble des documents demandés à l'article 4 du présent règlement,
- les candidatures qui ne seront pas recevables au regard des motifs d'exclusion de l'article L.2141-1 à L.2141-5 du code de la commande publique,
- les candidatures qui ne présentent pas de garanties financières suffisantes,
- les candidatures qui ne présentent pas de garanties techniques suffisantes,
- les candidatures qui ne présentent pas de garanties de savoir-faire suffisantes.

**S'il est constaté que des pièces demandées (article 4 du présent règlement) sont absentes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai identique pour tous les candidats et qui ne saurait excéder 10 jours.**

**A défaut de fourniture de l'ensemble des documents obligatoires relatifs à la candidature, le pouvoir adjudicateur du marché pourra exclure définitivement le soumissionnaire de la consultation.**

#### **ARTICLE 7 : JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES.**

Lors de l'examen des offres, le pouvoir adjudicateur du marché,

- 1 Elimine les offres inappropriées, irrégulières, inacceptables ou non conformes à l'objet du marché ou au présent règlement de consultation,**
- 2 Choisit l'offre économiquement la plus avantageuse sur la base des critères suivants :**
  - **Du prix global de l'offre et la cohérence des prix unitaires avec les prestations à réaliser,**
  - **De la valeur technique de l'offre justifiée par mémoire en cohérence des prix unitaires avec les prestations à réaliser**
  - **De la valeur de l'offre justifiée pour la démarche environnementale.**



Les critères de jugement des offres sont pondérés comme suit :

- 1 **30 points pour le prix global de l'offre et la cohérence des prix unitaires.**
- 2 Ce critère est lui-même noté en tenant compte du prix de l'offre/prix le plus bas et interpolation des notes.
- 3 **60 points pour la valeur technique.**  
Ce critère est lui-même jugé suivant les sous-critères et leur valeur défini comme suit :
  - 1 - le programme d'exécution de ses ouvrages et l'enchaînement des différentes tâches (durée et calendrier) en coordination avec les autres intervenants et en fonction des contraintes spécifiques du site.  
-Description du mode opératoire envisagé et schémas d'organisation du chantier : **20 points**
  - 2 - les procédés et moyens d'exécution, la qualité et la provenance des matériaux, matériels, composants répondant aux prescriptions techniques et démarches environnementales : **20 points**
  - 4 - la liste des personnels qui pourraient être affectées au chantier avec leurs références personnelles sur des ouvrages de même nature, précision de l'éventuel recours à du personnel en insertion sociale : **20 points.**
- 5 **10 points pour la démarche environnementale** : provenance des matériaux, protection de la biodiversité, traçabilité des déchets, gestion de l'eau, efficacité énergétique, bilan carbone, organisation du chantier, dématérialisation...)

Un classement des offres, par ordre décroissant, est établi après examen.

Le candidat le mieux classé par le pouvoir adjudicateur du marché, se verra attribuer sous réserve de fournir, dans un délai de 10 jours suivant la demande, les attestations d'assurances professionnelles, les certificats relatifs aux obligations fiscales et sociales délivrées par les administrations et organismes compétents.

Cette disposition concerne également les éventuels sous-traitants.

Dans le cas contraire, l'élimination du candidat est prononcée par le pouvoir adjudicateur qui présente la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

Il est rappelé pour l'examen des offres que :

- tout rabais ou remise de toute nature qui n'est pas expressément autorisé par le dossier de consultation ne sera pas pris en considération,
- dans le cas ou des erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées dans la décomposition du prix figurant dans l'offre d'un candidat, le montant de ce prix sera rectifié pour le jugement de l'offre,
- en cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettres prévaudront sur toutes autres indications et le montant sera rectifié en conséquence,
- le pouvoir adjudicateur du marché se réserve la possibilité de se faire communiquer les décompositions et/ou les sous-détails des prix ayant servi à l'élaboration des prix,
- le pouvoir adjudicateur du marché peut, à tout moment, ne pas donner suite à la consultation pour des motifs d'intérêt général.

## **ARTICLE 9 : VISITE DES LIEUX**

Avant la remise des plis, il est vivement recommandé à l'entrepreneur de visiter les lieux pour apprécier les conditions d'exécution, les accès etc...  
La Cathédrale Saint-Arnoux est ouverte au public.

#### **ARTICLE 10 : CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PROPOSITIONS.**

*Les candidats doivent transmettre leur candidature et leur offre uniquement par voie électronique sur la plateforme de dématérialisation PLACE [https : www.marchés-publics.gouv.fr](https://www.marchés-publics.gouv.fr).*

*Aucune candidature ou offre présentée sous format papier ne pourra être acceptée. Elle sera déclarée irrégulière et ne sera pas analysée.*

#### **Transmission électronique des candidatures et offres**

Les candidatures et offres devront être transmises avant le jour et l'heure inscrits dans le présent règlement de la consultation.

**L'heure limite retenue pour la réception de l'offre correspondra au dernier octet reçu (fin du transfert).**

Les candidatures et les offres parvenues après cette date et heure limites par voie dématérialisée seront éliminées sans avoir été lues et le candidat en sera informé.

Les soumissionnaires souhaitant répondre sous forme dématérialisée devront constituer leur dossier en tenant compte des indications suivantes, afin de garantir au mieux le bon déroulement de la procédure dématérialisée :

Tous les fichiers devront être compatibles avec les formats suivants : Standard .zip, Adobe Acrobat.pdf,

Le soumissionnaire n'est pas autorisé à utiliser :

- les formats, « exe »
- les outils tels que les « macros »

Il est invité à traiter les fichiers constitutifs de sa candidature et de son offre préalablement par un anti-virus.

#### **Modalité d'envoi des candidatures et offres dématérialisées.**

Les soumissionnaires doivent se référer aux conditions d'utilisation de la plateforme interministérielle de marchés publics sur le site [www.marchés-publics.gouv.fr](https://www.marchés-publics.gouv.fr)

Ils disposent de documents disponibles :

- manuel d'utilisation
- conditions générales d'utilisation
- pré requis techniques

Il est rappelé que la durée du téléchargement est fonction du débit de l'accès internet du soumissionnaire et de la taille des documents à transmettre.

#### **Signature électronique**

La signature électronique n'est pas obligatoire. Ce ne sera que si le candidat signe ses documents qu'il devra respecter le formalisme décrit.

Par application de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique dans les marchés publics en vigueur pour toutes les procédures dont la date limite



de dépôt des offres est postérieure au 30 septembre 2012, le candidat doit respecter les conditions relatives :

- 1) au certificat de signature du signataire,
- 2) à l'outil de signature utilisé (logiciel, service en ligne, parapheur le cas échéant), devant produire des jetons de signature<sup>1</sup> conformes aux formats réglementaires dans l'un des trois formats acceptés.

### 1) Les exigences relatives aux certificats de signature du signataire

Le certificat de signature du signataire respecte au moins le niveau de sécurité préconisé.

#### 1<sup>er</sup> cas : Certificat émis par une Autorité de certification "reconnue"

Le certificat de signature est émis par une Autorité de certification mentionnée dans l'une des listes de confiance suivantes :

- [www.references.modernisation.gouv.fr](http://www.references.modernisation.gouv.fr)
- [http://ec.europa.eu/information\\_society/policy/esignature/eu\\_legislation/trusted\\_lists/index\\_en.htm](http://ec.europa.eu/information_society/policy/esignature/eu_legislation/trusted_lists/index_en.htm)
- <http://www.industrie.gouv.fr/tic/certificats>

*Dans ce cas, le soumissionnaire n'a aucun justificatif à fournir sur le certificat de signature utilisé pour signer sa réponse.*

#### 2<sup>ème</sup> cas : Le certificat de signature électronique n'est pas référencé sur une liste de confiance

La plateforme de dématérialisation « PLACE » accepte tous certificats de signature électronique présentant des conditions de sécurité équivalentes à celles du référentiel général de sécurité (RGS).

Le candidat s'assure que le certificat qu'il utilise est au moins conforme au niveau de sécurité préconisé sur le profil d'acheteur, et donne tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité par l'acheteur.

#### Justificatifs de conformité à produire

Le signataire transmet les informations suivantes :

la procédure permettant la vérification de la qualité et du niveau de sécurité du certificat de signature utilisé : preuve de la qualification de l'Autorité de certification, la politique de certification...)

Le candidat fournit notamment les outils techniques de vérification du certificat : chaîne de certification complète jusqu'à l'AC racine, adresse de téléchargement de la dernière mise à jour de la liste de révocation ;

L'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

### 2) Outil de signature utilisé pour signer les fichiers

<sup>1</sup> Le jeton d'horodatage peut être enveloppé dans le fichier d'origine ou bien apparaître sous la forme d'un fichier autonome (non enveloppé)

Le candidat utilise l'outil de signature de son choix.

**Cas 1** : Le soumissionnaire utilise l'outil de signature de la plate-forme des achats de l'État PLACE.

Dans ce cas, le soumissionnaire est dispensé de fournir tout mode d'emploi ou information

**Cas 2** : Lorsque le candidat utilise un autre outil de signature que celui proposé sur PLACE, il doit respecter les deux obligations suivantes :

- 1) Produire des formats de signature XAdES, CAdES ou PAdES.
- 2) Permettre la vérification en transmettant en parallèle les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce, gratuitement.

Dans ce cas, le signataire indique **la procédure permettant la vérification de la validité de la signature en fournissant** notamment :

- le lien sur lequel l'outil de vérification de signature peut être récupéré, avec une notice d'explication et les pré-requis d'installation (type d'exécutable, systèmes d'exploitation supportés, etc). La fourniture d'une notice en français est souhaitée ;
- le mode de vérification alternatif en cas d'installation impossible pour l'acheteur (contact à joindre, support distant, support sur site etc.).

#### **RAPPEL GENERAL**

**Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.**

**Une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut pas remplacer la signature électronique.**

Le soumissionnaire doit accepter l'horodatage retenu par la plateforme ou devra renoncer à déposer son pli de façon électronique.

#### Copie de sauvegarde

La soumission par voie électronique a pour effet d'exclure une réponse physique.

Cependant, une copie de sauvegarde sur support physique (papier, CD-Rom, DVD-Rom, clé USB...) peut être envoyée par pli postal parallèlement à l'envoi électronique.

La copie de sauvegarde est une copie des dossiers électroniques des propositions (candidatures et offres) destinée à se substituer, en cas d'anomalies limitativement énumérées dans l'arrêté du 28/08/2006, pris en application du code des marchés publics aux dossier de propositions transmis par voie électronique.

Celle-ci ne pourra être prise en compte que si elle est réceptionnée avant la date limite de remise des plis.

Cette copie est transmise sous pli scellé portant la mention « copie de sauvegarde » de manière claire et lisible et porte le nom de l'opérateur économique candidat ainsi que l'identification de la procédure concernée.

**Les candidatures et les offres seront transmises  
avant la date limite fixée au**

**Vendredi 24 octobre 2025 avant 17H30**

Passé ce délai, les plis ne seront pas examinés.

**05 – GAP – Cathédrale Saint-Arnoux – Restauration des façades Est et Sud  
Septembre 2025  
RC 10/11**

## **ARTICLE 11 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES**

### Questions posées sur le cahier des charges

Les soumissionnaires ne peuvent pas poser des questions à la personne publique par la voie électronique.  
Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats s'adresseront par écrit :

Pour les questions de procédure ou d'ordre administratif :

**DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES**  
**Conservation régionale des monuments historiques**  
**23, boulevard du roi René**  
**13617 Aix-en-Provence cedex 1**

**Yann VISSEAUX, ingénieur du patrimoine**  
**Téléphone : 04 42 16 14 20**  
**Télécopie : 04 42 16 19 21**

Pour les questions d'ordre technique :

**Michel TRUBERT, architecte en chef des monuments historiques**  
**2 rue de Fleury 77300 FONTAINEBLEAU**  
**Téléphone : 01 64 22 32 04**  
**Télécopie : 09 71 70 23 57**

Une réponse sera alors adressée en temps utile à tous les candidats ayant retiré le dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres.

Aix-en-Provence, le  
LE POUVOIR ADJUDICATEUR DU MARCHE

Le Directeur Régional  
des Affaires Culturelles

 Edward de LUMLEY

